

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 MARS 1909.

Proposition de loi réglementant la fabrication et la vente des bières.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le problème de l'alimentation est un de ceux qui devrait constamment préoccuper les pouvoirs publics. — Procurer à tous une nourriture saine et rationnelle est une question d'intérêt supérieur qui intéresse la vie même des individus, et par conséquent celle du pays ainsi que l'avenir de la race.

La bière est un aliment liquide qui a pris dans notre pays une grande place dans l'alimentation populaire. On peut dire que la bière est le vin du peuple belge.

Malgré la loi relative aux falsifications alimentaires (4 août 1890), malgré un arrêté royal du 29 janvier 1894 concernant la fabrication et la vente des bières, des pratiques incompatibles avec le respect de la santé publique se perpétuent.

Il est urgent d'intervenir par un texte de loi catégorique et radical.

D'autres pays ont pris des mesures dans ce sens. Le comité spécial institué par le parlement anglais pour l'étude de la question du *Hop Bill* a déposé il y a peu de temps un rapport véritablement alarmant en ce qui concerne les « substituts » du houblon que beaucoup de brasseurs n'hésitent pas à employer. Voici quelques-uns de ces substituts : le quassia, la camomille, la chirette, la gentiane et un extrait à l'éther-pétrole ! Ceux-ci sont relativement inoffensifs, tandis que d'autres, notamment le « Hop-compo », très répandu, contiennent de l'arsenic et de l'antimoine. De plus, beaucoup de brasseurs emploient comme antiseptiques des sulfites de calcium, sodium, potassium et de l'acide salicylique. Le rapport du comité anglais conclut à la suppression absolue de l'usage de ces matières dans l'industrie de la brasserie et recommande des sanctions pénales sévères contre les délinquants.

Chez nous, l'arrêté royal du 29 janvier 1894 (Ministère de M. De Bruyn) s'exprimait comme suit :

» Considérant que des abus préjudiciables à la santé publique se produisent dans la fabrication et la vente des bières,

» Vu les avis de l'Académie royale de médecine, du Conseil supérieur d'hygiène publique et des services techniques compétents du département de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics ;

» Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics,

» Nous avons arrêté et arrêtons :

» La fabrication, la préparation et la vente ou le débit des bières sont soumis aux dispositions suivantes, indépendamment de celles des arrêtés relatifs aux ustensiles, vases, etc., aux colorants et à la saccharine.

ARTICLE PREMIER.

» Il est strictement défendu d'employer à la fabrication et à la préparation des bières des produits renfermant des principes nuisibles à la santé, comme aussi de vendre, d'exposer en vente, de détenir ou de transporter pour la vente, des bières contenant de ces principes ou des bières gravement altérées.

» Seront notamment considérées comme nuisibles à la santé, pour l'application du présent règlement, les antiseptiques tels que l'acide salicylique, l'acide sulfureux ou leurs composés salins. Toutefois, la présence de l'acide sulfureux est tolérée dans les bières lorsque la proportion de ce corps ne dépasse pas celle de 14 milligrammes par litre, pouvant avoir son origine dans une désinfection soignée des tonneaux.

ART. 2.

» Les fûts, bouteilles ou autres récipients dans lesquels les bières seront renfermées pour la vente en gros ou en demi-gros, devront porter en caractères distincts le nom ou la raison sociale, ainsi que l'adresse du fabricant ou du marchand.

» Toute marque de fabrique ou de commerce, régulièrement déposée, pourra tenir lieu des indications prescrites ci-dessus.

ART. 3.

» Les robinets, conduits, pompes aspirantes ordinaires, pompes à pression d'air, appareils à pression d'acide carbonique, etc., servant au débit des bières, devront être tenus en parfait état de propreté.

» L'air admis au contact des bières dans les fûts de débit doit provenir d'un endroit à l'abri de toute cause de contamination et bien ventilé, de préférence être pris en dehors des bâtiments.

ART. 4.

» Il est défendu de vendre, d'exposer en vente, de détenir ou de transporter pour la vente, les ramassis (stortbier) recueillis dans les débits au fond des verres ou sur les tables ou les comptoirs, à moins que ces liquides ne soient

dénaturés de façon à ne plus pouvoir être utilisés comme bière, ni servir au coupage des bières, ni être employés à la fabrication du vinaigre.

ART. 5.

» Les infractions aux dispositions qui précèdent seront punies des peines comminées par la loi du 4 août 1890, sans préjudice de l'application des peines établies par le Code pénal. »

L'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et particulièrement la Suisse ont pris des mesures législatives afin d'empêcher que les bières ne constituent une boisson préjudiciable à la santé.

Il importe de s'entendre sur la signification qu'il convient de donner au mot falsification.

Il doit être entendu que la falsification consiste non seulement dans l'altération d'un produit par ajout de substances anormales, mais aussi dans le changement du produit par soustraction de l'une ou l'autre de ses parties constitutives essentielles.

La répression de la falsification comprise de cette façon aura pour résultat immédiat de relever la valeur du produit. Celui-ci pourra alors lutter victorieusement contre les produits similaires étrangers qui, depuis longtemps, ont envahi notre pays.

Nos brasseurs peuvent produire des bières rivalisant en finesse, en saveur, avec les bières les plus célèbres de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Angleterre.

C'est la concurrence qui les a forcés à chercher le salut dans une production à meilleur compte au lieu de le chercher dans l'amélioration de la fabrication.

Quand on voit certains nous apporter à domicile une bouteille de bière pour dix centimes sans faire payer le verre et en courant tous les risques de la perte ou de la casse du matériel, on se demande ce que peut bien être cette bière comme valeur nutritive. Le malheureux travailleur qui s'imagine réparer ses forces avec ce liquide est indignement trompé : dans une hôtellerie des aumôniers du travail on délivre pour six centimes un demi-litre de bière ! Les ouvriers en parlent en disant : « avec deux verres on doit courir six fois à la garde-robe ! »

Actuellement, le nom de bière s'applique également à des produits absolument différents au point de vue nutritif. Il existe plus de différence entre certaines bières, qu'entre le beurre et la margarine, dont la vente a été réglementée strictement.

Pourquoi dès lors autoriser la vente, sous le nom de bières, de boissons qui n'ont rien de commun avec le véritable pain liquide que doit constituer toute bière consciencieusement préparée ?

Que le mout d'origine contienne 5 1/2 à 6 p. c. d'extrait sec ou qu'il en contienne 16 p. c., c'est toujours le même nom de bière qui est appliqué à la boisson qui en découle.

Il est indispensable que le nom de bière soit réservé au produit qui est le résultat de la fermentation des grains additionné de houblon et dont un minimum de richesse aura été fixé.

L'arrêté royal du Ministre De Bruyn doit compléter cette disposition en ce qui concerne l'interdiction des succédanés et des antiseptiques.

L'interdiction des ramassis et des bières de retour sera approuvée par tout le monde. Mais il faut qu'elle ait une sanction, car l'arrêté royal de 1894 n'a jamais été observé.

L'arrêté royal du 31 décembre 1902 prend pour les eaux-de-vie et les liqueurs alcooliques la même mesure que celles que nous réclamons pour les bières. « Il est défendu, dit-il, au débitant d'eau-de-vie ou de liqueurs alcooliques, de détenir les ramassis de ses boissons recueillis au fond des verres ou sur les tables et les comptoirs, à moins que ces liqueurs ne soient dénaturés de façon à ne plus pouvoir être utilisés comme boisson, ni servir à la fabrication du vinaigre. »

Cette interdiction devrait se compléter par l'obligation pour les débitants de bière de laver les verres et tous les récipients à l'eau courante, comme le portent déjà certains règlements communaux.

Quelle doit être la formule minima en dessous de laquelle il ne serait pas permis de donner à une boisson le nom de bière? Les études qui ont été faites à ce sujet s'accordent pour reconnaître comme la meilleure la formule fixée par M. Girard, directeur du laboratoire municipal de Paris, et que M. le chimiste G. De Geyter, de Mouscron, a fixée dans un rapport très bien fait et approuvé par l'assemblée du Cercle de la Flandre occidentale de la Société royale de Médecine publique. Suivant cette formule la bière, mise en vente devra posséder les richesses minima suivantes :

Alcool : 30 centimètres cubes par litre.

Extrait sec : 35 grammes par litre.

Cendres : 1gr.50 par litre.

Acide phosphorique : 0gr.45 par litre.

Toute bière dont la richesse n'atteindrait pas ces chiffres devrait être mise en vente sous un autre nom que celui de bière. Le terme de petite bière est insuffisant pour établir la distinction et pourrait prêter à confusion. On pourrait fort bien employer à cet effet le nom de *cervoïse*, que nos ancêtres donnaient aux bières des premiers temps.

Les résultats d'une bonne loi sur la fabrication et la vente des bières seront considérables.

La classe qui vit de son travail pourra absorber un produit alimentaire donnant un effet utile réel et ne sera plus victime d'une tromperie consistant à donner une excitation factice au moyen d'une mixture sans force nutritive et quelquefois nuisible à la santé.

Si l'on considère que l'alimentation des individus modifie leur milieu interne et que cette modification précède toujours la modification des individus eux-mêmes, on comprend toute l'influence sociale que peut avoir la réglementation des produits alimentaires.

L'amélioration de nos bières nationales par la réglementation aura pour effet, en augmentant leurs qualités, d'en rendre le commerce plus important et plus étendu. De même, une répercussion bienfaisante se fera sentir sur les produits qui concourent à leur fabrication et spécialement sur la culture et le commerce du houblon.

De sorte que l'intérêt de nos campagnes flamandes est ici lié à l'intérêt général de la santé des travailleurs.

D^r MODESTE TERWAGNE.



PROPOSITION DE LOI

réglementant la fabrication et la vente
des bières.

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente ou de vendre sous le nom de *bière* tout produit qui n'est pas le résultat de la fermentation des grains additionné de houblon et qui ne répond pas à la richesse minima fixée par l'article 2 de la présente loi.

ART. 2.

Toute bière doit posséder à l'analyse les richesses minima suivantes :

Alcool : 30 centimètres cubes par litre ;

Extrait sec : 35 grammes par litre ;

Acide phosphorique : 0 gr. 45 par litre.

ART. 3.

Tout produit qui n'atteindra pas le minimum fixé par l'article 2 de la présente loi ne pourra être fabriqué, transporté et vendu que sous le nom de *cervoise*.

ART. 4.

Tout fabricant de cervoise sera tenu d'inscrire le nom du produit d'une façon apparente sur tous les récipients qui la contiennent soit à domicile, soit pour le transport.

ART. 5.

Les débitants de cervoise seront tenus d'annoncer le produit qu'ils mettent en

WETSVOORSTEL

houdende regeling van het vervaardigen
en verkoopen van bieren.

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden in zijn bezit te houden of te vervoeren met het oog op den verkoop of te verkoopen, onder benaming van *bier*, elk product dat niet voortkomt uit de gisting van graan gemengd met hop en niet beantwoordt aan het minimum-gehalte, in artikel 2 van deze wet bepaald.

ART. 2.

Bij de ontleding van elk *bier*, moet men de volgende minima-gehalten vinden:

Alcohol : 30 kubieke centimeter per liter ;

Droog extract : 35 gram per liter ;

Phosphorzuur : 0.45 gram per liter.

ART. 3.

Elk voortbrengsel, dat niet het bij artikel 2 van deze wet bepaald minimum bereikt, mag enkel worden vervaardigd, vervoerd en verkocht onder benaming van « *kruidbier* ».

ART. 4.

Elke vervaardiger van *kruidbier* is gehouden den naam van het product op zichtbare wijze te schrijven op al de vaatwerken die het bevatten hetzij ten huize, hetzij voor het vervoer.

ART. 5.

De slijters van *kruidbier* zijn gehouden het door hen te koop gestelde pro-

vente d'une façon apparente à l'intérieur de leur établissement.

ART. 6.

Il est défendu d'employer à la fabrication et à la préparation des bières et de la cervoise des produits renfermant des principes nuisibles à la santé, comme de vendre, d'exposer en vente, de détenir ou de transporter pour la vente des bières ou des cervoises contenant de ces principes ou des bières ou cervoises gravement altérées.

Sont considérés comme nuisibles à la santé : les antiseptiques, tels que l'acide salicylique, l'acide sulfureux ou leurs sels. L'acide sulfureux est toléré jusqu'à concurrence de 14 milligrammes par litre lorsqu'il a son origine dans une désinfection soignée des tonneaux.

ART. 7.

Il est interdit d'annoncer, de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre des produits désignés sous une appellation ou dans des termes de nature à faire croire que les boissons préparées à l'aide de ces produits peuvent être légalement mélangées à la bière ou à la cervoise, ou même vendues séparément comme bière ou cervoise.

ART. 8.

Les produits présentés au public comme pouvant servir à la fabrication de la bière ou de la cervoise doivent être désignés sous une appellation faisant connaître la nature et la composition de ces produits.

ART. 9.

Les fûts, bouteilles ou autres récipients dans lesquels les bières et cervoises

duet op zichtbare wijze aan te kondigen binnen hunne slijterij.

ART. 6.

Het is verboden, voor het vervaardigen en gereedmaken van bieren en van kruidbier, producten te bezigen die voor de gezondheid schadelijke bestanddeelen behelzen, evenals het is verboden bieren of kruidbieren, welke deze bestanddeelen behelzen, en bieren of kruidbieren die erg zijn vervalscht, te verkoopen, te koop te stellen, in zijn bezit te houden of te vervoeren voor den verkoop.

Worden beschouwd als schadelijk voor de gezondheid : bederfwerende middelen, zooals salicylzuur, zwaveligzuur of de zouten daarvan. Zwaveligzuur wordt veroorloofd tot een bedrag van 14 milligram per liter wanneer het zijn oorsprong heeft in het zorgvuldig reinigen der tonnen.

ART. 7.

Het is verboden aan te kondigen, in zijn bezit te houden met het oog op den verkoop, te koop te stellen of te verkoopen : producten aangeduid onder eene benaming of in bewoordingen van aard om te doen denken dat de dranken, door middel van deze producten bereid, wettelijk mogen worden vermengd met bier of met kruidbier of zelfs afzonderlijk verkocht als bier of kruidbier.

ART. 8.

De producten, bij het publiek aangeboden als kunnende worden gebruikt tot het vervaardigen van bier of van kruidbier, moeten worden aangeduid onder eene benaming die den aard en de samenstelling van die producten doet kennen.

ART. 9.

De fusten, flesschen of andere vaatwerken, waarin de bieren en kruidbieren

seront renfermées pour la vente, devront porter en caractères distincts le nom ou la raison sociale, ainsi que l'adresse du fabricant ou du marchand.

ART. 10.

Les robinets, conduits, pompes aspirantes, à pression ou appareils à pression d'acide carbonique servant au débit des bières ou cervoises, doivent être tenus en parfait état de propreté.

Les fûts de débit doivent se trouver dans un endroit propre, pourvu d'une ventilation continue prenant l'air nouveau à l'extérieur des bâtiments.

ART. 11.

Tout débit de boisson est tenu de faire procéder au lavage et au rinçage des verres dans des récipients à eau courante.

ART. 12.

Il est défendu de vendre, d'exposer en vente, de détenir, de transporter pour la vente les ramassis recueillis dans les débits au fond des verres, ou sur les tables ou comptoirs.

ART. 13.

L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur le lieu de fabrication de la bière ou de la cervoise, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de ce lieu de fabrication devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit.

zijn vervat met het oog op den verkoop, moeten, in duidelijke letters, den naam of de firma, alsmede het adres van den fabrikant of van den handelaar dragen.

ART. 10.

De kranen, darmen, zuigpompen, de luchtdrukkingspompen of toestellen met drukking van koolzuur, bij het slijten van bieren of kruidbieren gebruikt, moeten volkomen rein worden gehouden.

De fusten, voor het slijten bestemd, moeten zich bevinden op eene reine plaats, waar is aangebracht een lucht-trekker waardoor aanhoudend versehe lucht van buiten wordt aangevoerd.

ART. 11.

Elke drankslijterij is gehouden het wasschen en spoelen der glazen te doen verrichten in vaatwerken met stroomend water.

ART. 12.

Het is verboden te verkoopen, te koop te stellen, in zijn bezit te houden, voor den verkoop te vervoeren het stortbier dat in de drankhuizen wordt bijeengegaard op den bodem der glazen, op de tafels of op de toogen.

ART. 13.

Het aanwenden van elke aanwijzing of van elk teeken, kunnende bij den koper eene verwarring doen ontstaan omtrent den aard of omtrent de plaats van fabricatie van bier of kruidbier, wanneer, volgens de overeenkomst of de gebruiken, de aanwijzing dier plaats van fabricatie moet worden beschouwd als de hoofdoorzaak van den verkoop, is in elke omstandigheid en onder welken vorm ook verboden.

ART. 14.

Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 26 à 200 francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui sciemment auront préparé pour la vente, transporté, mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison, des produits désignés sous le nom de bière, alors que ces produits n'atteignent pas le minimum de richesse prescrit par l'article 2 de la présente loi.

En cas de récidive dans les deux années de la dernière condamnation pour une infraction aux dispositions de la présente loi, la peine pourra être élevée au double.

Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera et inséré en entier ou par extraits dans les journaux qu'il indiquera; le tout aux frais du condamné.

ART. 15.

Les peines prévues par la loi du 4 août 1890 s'appliquent aux infractions à la présente loi, indépendamment de celles qui sont établies par le Code pénal.

ART. 14.

Worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met eene boete van 26 tot 200 frank of met slechts ééne dezer straffen, zij die, willens en wetens, hebben bereid voor den verkoop, vervoerd, te koop gesteld, verkocht, gesleten, geveild, in hun bezit gehouden voor den verkoop of de levering, producten aangeduid onder benaming van bier, wanneer deze producten niet bereiken het minimum-gehalte, bij artikel 2 van deze wet voorgeschreven.

Ingeval van herhaling binnen twee jaren na de laatste veroordeeling wegens overtreding van de bepalingen dezer wet, kan de straf op het dubbel worden gebracht. In hetzelfde geval, kan de rechtbank bevelen dat het vonnis zal worden aangeplakt in de door haar aan te wijzen plaatsen en in zijn geheel of bij uittreksels opgenomen in de door haar opgegeven nieuwsbladen, dat alles op kosten van den veroordeelde.

ART. 15.

De straffen voorzien bij de wet van 4 Augustus 1890 zijn van toepassing op de overtredingen van deze wet, onverminderd die bepaald door het Strafwetboek.

D^r M. TERWAGNE.

P. DAENS.

J. WAUTERS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 MAART 1909.

Wetsvoorstel houdende regeling van het vervaardigen en verkoopen
van bieren.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De openbare machten zouden zich gestadig moeten onledig houden met het vraagstuk der volksvoeding. Aan allen gezond en rationeel voedsel bezorgen, is van het hoogste belang voor het leven van den persoon, bijgevolg voor dit van de gansche bevolking en voor de toekomst van het ras.

Bier, eene vloeibare voedingstof, bekleedt eene aanzienlijke plaats in de volksvoeding. Het mag worden gezegd, dat bier de wijn van het Belgische volk is.

Ondanks de wet op de vervalsching van voedingstoffen (4 Augustus 1890), ondanks een koninklijk besluit van 29 Januari 1894 betreffende het vervaardigen en verkoopen van bieren, blijven sommige praktijken, onvereenbaar met de bezorgdheid om de openbare gezondheid, voortbestaan.

Het is noodig dit te weren door middel van een uitdrukkelijken wets-tekst, die 't kwaad in den wortel aantast.

Door andere landen werden maatregelen in dien zin genomen. Het bijzonder comiteit, door het Engelsch Parlement ingesteld om de *Hopp bill* te bestudeeren, heeft onlangs een waarlijk ontrustend verslag overgelegd, betreffende de « substitutes », de hopvervangende stoffen, door vele brouwers zonder aarzeling gebruikt, als daar zijn : quassia of bitterhout, kamille, chirette, de gentiaanplant en een uittreksel van petroleum-ether! Deze zijn betrekkelijk onschadelijk, terwijl andere, als *Hop-compo*, die zeer verspreid is, rattekruid en spiesglans (antimonium) bevatten. Daarenboven gebruiken een aantal brouwers als bederfwerende stoffen : zwaveligzure kalk, soda, potasch en salicylzuur. Het verslag van het Engelsch comiteit besluit tot volstrekt verbod die stoffen te gebruiken bij het brouwen, en vraagt dat de overtreders streng gestraft worden.

Ten onzent luidt de vlaamsche tekst van het koninklijk besluit van 29 Januari 1894, opgenomen in het *Staatsblad* van 9 Februari 1894 (Ministerie van den heer De Bruyn), als volgt :

» Overwegende, dat er in het brouwen en verkoopen van bier misbruiken bestaan die de openbare gezondheid krenken ;

» Gezien het advies van de koninklijke geneeskundige academie, van den hooger en gezondheidsraad en van de bevoegde technische diensten van het Departement van Landbouw, Nijverheid en Openbare Werken ;

» Op voorstel van Onzen Minister van Landbouw, Nijverheid en Openbare Werken,

» Wij hebben besloten en Wij besluiten :

» De fabricatie, bereiding, verkoop of slijting van bier, zijn aan de volgende schikkingen onderworpen, onverminderd deze der besluiten betrekkelijk de gereedschappen, vaten, enz., de kleurstoffen en de saccharine.

» ART. 1. Het is streng verboden tot de fabricatie en de bereiding van het bier voortbrengsels te gebruiken welke grondstoffen bevatten die de gezondheid kunnen krenken, alsook bier te verkoopen, te koop te stellen, te bewaren of voor den verkoop te vervoeren, dat deze grondstoffen bevat, of bier dat bedorven is.

» Zullen namelijk voor de toepassing van dit reglement aanzien worden als nadeelig aan de gezondheid, de bederfwerende waren, zooals salicylzuur, zwavelig zuur en hunne zoutachtige samenstelsels. Het zwavelig zuur wordt nochtans toegelaten in het bier wanneer het de 14 milligrammen per liter niet overtreft, hetgeen kan voortkomen van eene zorgvuldige ontsmetting der vaten.

» ARR. 2. De vaten, flesschen of alle andere recipienten waarin het bier, voor den verkoop in 't groot of in 't half-groot getrokken wordt, moeten in leesbare letters den naam of de firma, alsook het adres dragen van den brouwer of van den koopman.

» Alle fabriek- of handelsmerk, regelmatig gedeponneerd, vervangt voormelde aanwijzingen.

» ART. 3. De kranen, darmen, gewone trekpompen, luchtdrukkingspompen, toestellen met drukking van koolzuur, enz., welke dienen tot het tappen van het bier, moeten in volmaakt staat van reinigheid gehouden worden.

» De lucht die in de slijtingsvaten met het bier in aanraking is, moet voortkomen van eene goed verluchte plaats, bevrijd van alle besmettingsoorzaak, en bij voorkeur genomen buiten de gebouwen.

» ART. 4. Het is verboden te verkoopen, te koop te stellen, te bewaren of voor den verkoop te vervoeren, stortbier dat in de drankhuizen opgenomen wordt in den grond der glazen, op de tafels en op den toog, tenzij deze

vloeistoffen derwijze ontaard worden, dat men ze niet meer als bier kunne benuttigen; men mag ze ook niet gebruiken om het bier te versnijden of om ermede azijn te maken.

» Arr. 5. De overtredingen van voormelde bepalingen worden gestraft overeenkomstig de wetten van 4^{te} Augustus 1890, onverminderd de toepassing der straffen door het Strafwetboek uitgeschreven. »

In Duitschland, Oostenrijk, Italië en inzonderheid in Zwitserland werden wettelijke maatregelen genomen om te verhinderen dat het bier een voor de gezondheid schadelijke drank zou zijn.

't Is noodig het eens te zijn over de beteekenis, te geven aan het woord vervalsching.

Er moet worden verstaan dat vervalsching niet enkel bestaat in ontarding van een voortbrengsel door toevoeging van ongewone zelfstandigheden, maar ook in de verandering van het product door wegneming van een of ander zijner noodzakelijke bestanddeelen.

Op zulke wijze begrepen, zal het beteugelen van vervalsching als onmiddellijk gevolg hebben dat de waarde van het voortbrengsel vermeerdert. Dan zal het zegevierend kunnen mededingen met alle soortgelijke uitheemsche producten, die sedert lang als 't ware ons land overstroomden.

Onze brouwers kunnen zulk fijn en smakelijk bier maken als de meest befaamde Deutsche, Oostenrijksche en Engelsche bieren. 't Is ten gevolge van de mededinging dat zij gedwongen waren hun heil te zoeken in beterkoop brouwsel, in plaats van te trachten het te verbeteren. Als men ziet dat sommigen u voor 10 centiemen eene flesch bier te huis brengen, zonder het glas te doen betalen en al het gevaar loopen voor verlies of braak van 't materieel, vraagt men zich af wat toch de voedende waarde van zulk bier kan zijn. De ongelukkige werkman, die zich verbeeldt dat hij met zulk vocht zijne krachten kan herstellen, wordt schandelijk bedrogen: in eene herberg der almoezeniers van den arbeid levert men voor 6 centiemen een halven liter bier! De werklieden zeggen: « Als men er twee glazen van drinkt, moet men zesmaal naar de bestekamer! »

Thans wordt de naam van bier ook gegeven aan voortbrengselen die, als voeding, volstrekt verschillen. Tusschen sommige bieren bestaat meer verschil dan er bestaat tusschen boter en margarine, waarvan de verkoop nochtans streng is geregeld. Waarom laat men dan onder den naam van bier, dranken verkoopen die niets gemeen hebben met het « vloeibaar brood » dat alle met nauwgezetheid vervaardigd bier diende te wezen?

Hetzij het mout 5 1/2 tot 6 t. h. of 16 t. h. droog extract inhoudt, 't is toch steeds dezelfde naam van bier die wordt gegeven aan den drank die daarvan voortkomt.

't Is volstrekt noodig dat de naam van bier worde voorbehouden voor het product voortkomende van gisting van koren gemengd met hop, waarvan een minimum-gehalte is bepaald.

Het Koninklijk besluit van Minister De Bruyn moet deze bepaling aanvullen, wat betreft het niet toelaten van surrogaten en bederfwerende middelen.

Het verbod om stortbier en afgewezen bier aan te nemen, zal door iederen worden goedgekeurd. Doch daaraan behoort eene bekrachtiging te worden gegeven, want het koninklijk besluit van 1894 werd nooit nageleefd.

Het koninklijk besluit van 31 December 1902 voert voor brandewijn en sterke dranken denzelfden maatregel in als dien welken wij vragen voor de bieren :

« Het is den slijters of verkoopers van brandewijn of van alcoholische likeuren verboden de samenraapsels van deze dranken, als zijnde het onderste der glazen of het vaagsel van de tafels en toonbanken, te behouden, tenzij deze vloeistoffen derwijze worden ontaard dat ze niet meer als drank of tot de fabricatie van azijn benuttigd kunnen worden. »

Dit verbod dient te worden aangevuld door eene verplichting voor de bierslijters, de glazen en ander vaatwerk te spoelen met stroomend water, zooals reeds wordt bevolen door sommige gemeenteverordeningen.

Wat moet de minima-formule zijn, beneden welke het niet zou veroorloofd zijn eenen drank « bier » te heeten? Uit al de studiën daarover blijkt, dat de beste formule is vastgesteld door den heer Girard, bestuurder van het stedelijk laboratorium te Parijs, en door den scheikundige, den heer G. De Geyter, van Moeskroen, opgenomen in een uitstekend verslag, goedgekeurd door de vergadering van den Kring van West-Vlaanderen aangesloten bij de Koninklijke Maatschappij voor openbare geneeskunde.

Volgens die formule, moet het te koop gestelde bier de volgende minima-gehalter bevatten :

Alcohol : 30 kubieke centimeter per liter ;

Droogextract : 35 gram per liter ;

Asch : 1 gr. 50 per liter ;

Phosphorzuur : 0 gr. 45 per liter.

Elk bier waarvan het gehalte deze cijfers niet bereikt, zou moeten te koop gesteld worden onder een anderen naam dan dien van bier. De benaming « kleinbier » volstaat niet om een onderscheid te maken en zou verwarring kunnen verwekken. Daaraan zou men zeer goed den naam van *kruidbier* kunnen geven, zooals onze voorouders het bier van den ouden tijd noemden.

De gevolgen van eene goede wet op het brouwen en verkoopen van bieren zullen aanzienlijk zijn.

De arbeidende stand zal over eene krachtige, doelmatige voedingstof beschikken en niet meer worden bedrogen door een mengsel zonder voedende kracht, soms schadelijk voor de gezondheid en dat eene kunstmatige prikkeling verwekt.

Zoo men overweegt dat de voeding der menschen hun inwendig organisme wijzigt en dat deze wijziging steeds aan die der individu's zelf voorafgaat, begrijpt men welken maatschappelijken invloed de regeling van de hoedanigheid der voedingsmiddelen kan hebben.

Verbetering van onze inlandsche bieren door wettelijke regeling zal dit gevolg hebben, dat hunne hoedanigheid zal verbeteren, dat de handel

daarin aanzienlijk uitgebreid zal worden. Zij zal ook een weldadigen invloed oefenen op al de producten die bijdragen tot hunne vervaardiging, inzonderheid op de hopteelt en den hophandel.

Zoodat het bijzonder belang van onzen Vlaamschen buiten hier in verband staat met het algemeen belang der gezondheid van de arbeiders.

M. TERWAGNE.



PROPOSITION DE LOI

réglementant la fabrication et la vente
des bières.

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente ou de vendre sous le nom de *bière* tout produit qui n'est pas le résultat de la fermentation des grains additionné de houblon et qui ne répond pas à la richesse minima fixée par l'article 2 de la présente loi.

ART. 2.

Toute bière doit posséder à l'analyse les richesses minima suivantes :

Alcool : 30 centimètres cubes par litre ;

Extrait sec : 35 grammes par litre ;

Acide phosphorique : 0 gr. 45 par litre.

ART. 3.

Tout produit qui n'atteindra pas le minimum fixé par l'article 2 de la présente loi ne pourra être fabriqué, transporté et vendu que sous le nom de *cervoise*.

ART. 4.

Tout fabricant de cervoise sera tenu d'inscrire le nom du produit d'une façon apparente sur tous les récipients qui la contiennent soit à domicile, soit pour le transport.

ART. 5.

Les débitants de cervoise seront tenus d'annoncer le produit qu'ils mettent en

WETSVOORSTEL

houdende regeling van het vervaardigen
en verkoopen van bieren.

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden in zijn bezit te houden of te vervoeren met het oog op den verkoop of te verkoopen, onder benaming van *bier*, elk product dat niet voortkomt uit de gisting van graan gemengd met hop en niet beantwoordt aan het minimum-gehalte, in artikel 2 van deze wet bepaald.

ART. 2.

Bij de ontleding van elk bier, moet men de volgende minima-gehalten vinden:

Alcohol : 30 kubieke centimeter per liter ;

Droog extract : 35 gram per liter ;

Phosphorzuur : 0.45 gram per liter.

ART. 3.

Elk voortbrengsel, dat niet het bijartikel 2 van deze wet bepaald minimum bereikt, mag enkel worden vervaardigd, vervoerd en verkocht onder benaming van « *kruidbier* ».

ART. 4.

Elke vervaardiger van kruidbier is gehouden den naam van het product op zichtbare wijze te schrijven op al de vaatwerken die het bevatten hetzij ten huize, hetzij voor het vervoer.

ART. 5.

De slijters van kruidbier zijn gehouden het door hen te koop gestelde pro-

vente d'une façon apparente à l'intérieur de leur établissement.

ART. 6.

Il est défendu d'employer à la fabrication et à la préparation des bières et de la cervoise des produits renfermant des principes nuisibles à la santé, comme de vendre, d'exposer en vente, de détenir ou de transporter pour la vente des bières ou des cervoises contenant de ces principes ou des bières ou cervoises gravement altérées.

Sont considérés comme nuisibles à la santé : les antiseptiques, tels que l'acide salicylique, l'acide sulfureux ou leurs sels. L'acide sulfureux est toléré jusqu'à concurrence de 14 milligrammes par litre lorsqu'il a son origine dans une désinfection soignée des tonneaux.

ART. 7.

Il est interdit d'annoncer, de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre des produits désignés sous une appellation ou dans des termes de nature à faire croire que les boissons préparées à l'aide de ces produits peuvent être légalement mélangées à la bière ou à la cervoise, ou même vendues séparément comme bière ou cervoise.

ART. 8.

Les produits présentés au public comme pouvant servir à la fabrication de la bière ou de la cervoise doivent être désignés sous une appellation faisant connaître la nature et la composition de ces produits.

ART. 9.

Les fûts, bouteilles ou autres réipients dans lesquels les bières et cervoises

duet op zichtbare wijze aan te kondigen binnen hunne slijterij.

ART. 6.

Het is verboden, voor het vervaardigen en gereedmaken van bieren en van kruidbier, producten te bezigen die voor de gezondheid schadelijke bestanddeelen behelzen, evenals het is verboden bieren of kruidbieren, welke deze bestanddeelen behelzen, en bieren of kruidbieren die erg zijn vervalscht, te verkoopen, te koop te stellen, in zijn bezit te houden of te vervoeren voor den verkoop.

Worden beschouwd als schadelijk voor de gezondheid : bederfwerende middelen, zooals salicylzuur, zwaveligzuur of de zouten daarvan. Zwaveligzuur wordt veroorloofd tot een bedrag van 14 milligram per liter wanneer het zijn oorsprong heeft in het zorgvuldig reinigen der tonnen .

ART. 7.

Het is verboden aan te kondigen, in zijn bezit te houden met het oog op den verkoop, te koop te stellen of te verkoopen : producten aangeduid onder eene benaming of in bewoordingen van aard om te doen denken dat de dranken, door middel van deze producten bereid, wettelijk mogen worden vermengd met bier of met kruidbier of zelfs afzonderlijk verkocht als bier of kruidbier.

ART. 8.

De producten, bij het publiek aangeboden als kunnende worden gebruikt tot het vervaardigen van bier of van kruidbier, moeten worden aangeduid onder eene benaming die den aard en de samenstelling van die producten doet kennen.

ART. 9.

De fusten, flesschen of andere vaatwerken, waarin de bieren en kruidbieren

seront renfermées pour la vente, devront porter en caractères distincts le nom ou la raison sociale, ainsi que l'adresse du fabricant ou du marchand.

ART. 10.

Les robinets, conduits, pompes aspirantes, à pression ou appareils à pression d'acide carbonique servant au débit des bières ou cervoises, doivent être tenus en parfait état de propreté.

Les fûts de débit doivent se trouver dans un endroit propre, pourvu d'une ventilation continue prenant l'air nouveau à l'extérieur des bâtiments.

ART. 11.

Tout débit de boisson est tenu de faire procéder au lavage et au rinçage des verres dans des récipients à eau courante.

ART. 12.

Il est défendu de vendre, d'exposer en vente, de détenir, de transporter pour la vente les ramassis recueillis dans les débits au fond des verres, ou sur les tables ou comptoirs.

ART. 13.

L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur le lieu de fabrication de la bière ou de la cervoise, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de ce lieu de fabrication devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit.

zijn vervat met het oog op den verkoop, moeten, in duidelijke letters, den naam of de firma, alsmede het adres van den fabrikant of van den handelaar dragen.

ART. 10.

De kranen, darmen, zuigpompen, de luchtdrukkingspompen of toestellen met drukking van koolzuur, bij het slijten van bieren of kruidbieren gebruikt, moeten volkomen rein worden gehouden.

De fusten, voor het slijten bestemd, moeten zich bevinden op eene reine plaats, waar is aangebracht een lucht-trekker waardoor aanhoudend versche lucht van buiten wordt aangevoerd.

ART. 11.

Elke drankslijterij is gehouden het wasschen en spoelen der glazen te doen verrichten in vaatwerken met stroomend water.

ART. 12.

Het is verboden te verkoopen, te koop te stellen, in zijn bezit te houden, voor den verkoop te vervoeren het stortbier dat in de drankhuizen wordt bijeengegaard op den bodem der glazen, op de tafels of op de toogen.

ART. 13.

Het aanwenden van elke aanwijzing of van elk teeken, kunnende bij den kooper eene verwarring doen ontstaan omtrent den aard of omtrent de plaats van fabricatie van bier of kruidbier, wanneer, volgens de overeenkomst of de gebruiken, de aanwijzing dier plaats van fabricatie moet worden beschouwd als de hoofdoorzaak van den verkoop, is in elke omstandigheid en onder welken vorm ook verboden.

ART. 14.

Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 26 à 200 francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui sciemment auront préparé pour la vente, transporté, mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison, des produits désignés sous le nom de bière, alors que ces produits n'atteignent pas le minimum de richesse prescrit par l'article 2 de la présente loi.

En cas de récidive dans les deux années de la dernière condamnation pour une infraction aux dispositions de la présente loi, la peine pourra être élevée au double.

Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera et inséré en entier ou par extraits dans les journaux qu'il indiquera; le tout aux frais du condamné.

ART. 15.

Les peines prévues par la loi du 4 août 1890 s'appliquent aux infractions à la présente loi, indépendamment de celles qui sont établies par le Code pénal.

ART. 14.

Worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met eene boete van 26 tot 200 frank of met slechts ééne dezer straffen, zij die, willens en wetens, hebben bereid voor den verkoop, vervoerd, te koop gesteld, verkocht, gesleten, geveild, in hun bezit gehouden voor den verkoop of de levering, producten aangeduid onder benaming van bier, wanneer deze producten niet bereiken het minimum-gehalte, bij artikel 2 van deze wet voorgeschreven.

Ingeval van herhaling binnen twee jaren na de laatste veroordeeling wegens overtreding van de bepalingen dezer wet, kan de straf op het dubbel worden gebracht. In hetzelfde geval, kan de rechtbank bevelen dat het vonnis zal worden aangeplakt in de door haar aan te wijzen plaatsen en in zijn geheel of bij uittreksels opgenomen in de door haar opgegeven nieuwsbladen, dat alles op kosten van den veroordeelde.

ART. 15.

De straffen voorzien bij de wet van 4 Augustus 1890 zijn van toepassing op de overtredingen van deze wet, onverminderd die bepaald door het Strafwetboek.

D' M. TERWAGNE.

P. DAENS.

J. WAUTERS.